

Certifié conforme à l'original par le notaire
soussigné Maître Henri HELLINCKX de
résidence à Luxembourg.

Luxembourg, le



NBIM Victor S.à r.l
Société à responsabilité limitée
40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg
R.C.S. Luxembourg: B 195937

ET

NBRE France 2 AS
Aksjeselskap
Siège social: Bankplassen 2, 0151 Oslo, Norvège
Numéro de registre des Entreprises Commerciales de Brønnøysund: 922 700 672

NUMERO

PROJET DE FUSION

DU 20 SEPTEMBRE 2019

L'an deux mille dix-neuf, le vingtième jour du mois de septembre.

Par-devant Maître **Henri HELLINCKX**, notaire de résidence à Luxembourg,
Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU :

- (1) **NBRE France 2 AS**, une société à responsabilité limitée (*aksjeselskap*) constituée et existant conformément aux lois de Norvège, dont le siège social est sis Bankplassen 2, 0151 Oslo, Norvège et dont le numéro d'immatriculation auprès du Registre des Entreprises Commerciales, Brønnøysund est le numéro 922 700 672 (la **Société Absorbante** ou **NF2**),

représentée à l'effet des présentes par Allen & Overy, société en commandite simple, inscrite sur la liste V du Barreau de Luxembourg, elle-même représentée par M. **Clément BESOMBES**, résidant professionnellement au 33, John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire de la Société Absorbante, conformément aux résolutions du conseil d'administration de la Société Absorbante en date du 20 septembre 2019, dont une copie demeurera annexée au présent acte;

ET

- (2) **NBIM Victor S.à r.l.**, une société à responsabilité limitée constituée et existant conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est sis 40, avenue de Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-

Duché de Luxembourg et dont le numéro d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg est le B 195937 (la Société Absorbée ou Victor),

représentée à l'effet des présentes par Allen & Overy, société en commandite simple, inscrite sur la liste V du Barreau de Luxembourg, elle-même représentée par M. Clément BESOMBES, susmentionné, agissant en sa qualité de mandataire de la Société Absorbée, conformément aux résolutions du conseil de gérance de la Société Absorbée en date du 16 septembre 2019, dont une copie demeurera annexée au présent acte.

La Société Absorbante et la Société Absorbée sont collectivement dénommées les Sociétés Fusionnantes et chacune une Société Fusionnante.

CONSIDERANT QUE :

- (A) Les Sociétés Fusionnantes ont décidé d'entamer un processus de fusion simplifiée à l'issue de laquelle la Société Absorbante entend fusionner avec la Société Absorbée par absorption de cette dernière dont elle est, à la date du Projet de Fusion (tel que ce terme est défini ci-après), l'associé unique (la Fusion), en vertu des dispositions des articles 1023-1 et 1023-2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915).
- (B) Les Sociétés Fusionnantes ont donc conjointement requis le notaire soussigné d'acter comme suit les stipulations d'un projet de fusion (le **Projet de Fusion**) convenu entre elles à l'effet de la réalisation de la Fusion devant intervenir conformément aux termes et conditions arrêtés et convenus dans le cadre du Projet de Fusion et conformément aux articles 1021-1 et suivants de la Loi de 1915.

1. PARTIES ET RAISONS DE LA FUSION

NF2 est une société à responsabilité limitée norvégienne. Victor est une société à responsabilité limitée luxembourgeoise.

NF2 détient toutes les parts sociales de Victor.

La Fusion est motivée par le fait que le conseil d'administration de Norges Bank a décidé de restructurer les investissements immobiliers non cotés de *Statens Pensjonsfond Utland* afin que ces derniers soient détenus directement par NF2. Les investissements détenus par Victor vont, à l'issue de la Fusion, être transférés à NF2.

2. RÉALISATION DE LA FUSION

2.1 Réalisation en droit des sociétés

La Fusion sera réalisée conformément aux dispositions des sections 13-36, cf. 13-25 de la loi norvégienne sur les sociétés à responsabilité limitée, celles des articles 1020-3 et suivants (en particulier, les articles 1023-1 à 1023-3) de la Loi de 1915 et

la Directive Européenne 2017/1132 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2017 relative à certains aspects de droit des sociétés (la Directive).

À la date de réalisation de la Fusion, NF2 prendra à sa charge l'intégralité des actifs, droits et obligations de Victor, sans contrepartie. Au même moment, Victor sera dissoute sans liquidation.

2.2 Aspects comptables de la réalisation

Pour des raisons comptables, la fusion sera réalisée d'après les règles de continuité de l'article 9 section 6 – Fusion – du NRS (norme comptable norvégienne). Les actifs et passifs de Victor seront donc transférés dans les comptes de NF2 à leur valeur comptable conformément aux règles de valorisation spéciale et générale de la loi comptable norvégienne et des bonnes pratiques comptables. Les valorisations tiennent compte des informations connues au jour de la signature du Plan de Fusion par les conseils de gérance d'administration.

2.3 Date d'effet

A la date à laquelle la Fusion sera enregistrée comme réalisée au registre des sociétés commerciales norvégien, les transactions opérées par Victor seront, du point de vue comptable, considérées comme réalisées pour le compte de NF2, cf. section 13-26 (2) no. 6. de la loi norvégienne sur les sociétés à responsabilité limitée et article 1021-1 (2) 5° de la Loi de 1915.

Pour des considérations de droit des sociétés, la Fusion entrera en vigueur et sera considérée comme effective entre les parties à la date à laquelle la Fusion sera enregistrée comme réalisée au registre des sociétés commerciales norvégien, cf. section 13-33 (2).

À la date d'effet :

- (a) Victor est dissoute sans liquidation;
- (b) Les actifs et passifs de Victor sont transférés à NF2 ; et
- (c) NF2 conservera sa forme sociale, sa dénomination sociale et son siège social et ses statuts, suite à la Fusion, paraphés ne varietur par le mandataire et le notaire, resteront attachés au présent Projet de Fusion.

Une fusion transfrontalière de Victor avec NF2 ne devrait avoir aucune incidence fiscale en Norvège pour NF2.

2.4 Obligations fiscales françaises

- (a) Impôt sur les sociétés
 - (i) La Fusion envisagée qualifie de fusion au sens de l'article 210-0 A du Code Général des Impôts (CGI). En conséquence,

la Fusion est éligible au régime de faveur prévu à l'article 210 A du CGI.

- (ii) Dans ce cadre, la Société Absorbante laquelle recevra tous les actifs et les passifs transférés par la Société Absorbée, prend expressément les engagements suivants:
- (A) Reprendre à son passif, d'une part, les provisions dont l'imposition est différée, et, d'autre part, le cas échéant, la réserve spéciale où Victor a porté les plus-values à long terme soumises antérieurement au taux réduit d'impôt sur les sociétés français de 10%, de 15%, de 18%, de 19% ou de 25% ainsi que la réserve où ont été portées les provisions pour fluctuation des cours en application du sixième alinéa du 5° du 1 de l'article 39 du CGI ;
 - (B) Se substituer à Victor pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière ;
 - (C) Calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables apportées par Victor à NF2 d'après la valeur qu'elles avaient, du point de vue fiscal (selon les règles fiscales françaises), dans les écritures de Victor ;
 - (D) Réintégrer dans ses bénéfices imposables français, dans les délais et conditions fixés par l'alinéa 3 d de l'article 210-A du CGI, les plus-values éventuellement dégagées, dans le cadre de la présente opération, sur les biens amortissables. A cet égard, il est précisé que cet engagement comprend l'obligation faite à NF2, en vertu des dispositions de l'alinéa 3 d de l'article 210-A précité, de procéder, en cas de cession de l'un des biens amortissables apportés, à l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente au bien cédé qui n'aurait pas été réintégrée à la date de ladite cession ;
 - (E) Inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations ou que les biens qui leur sont assimilés en application des dispositions du 3 de l'article 210-A du code général des impôts, pour la valeur fiscale qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de Victor. A défaut, NF2 comprendra dans ses résultats de l'exercice français au cours duquel intervient l'opération le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur

de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal français, dans les écritures de Victor.

- (iii) Afin de satisfaire aux conditions exigées en vue de bénéficier du régime de faveur français applicable aux opérations réalisées sur la base des valeurs nettes comptables, NF2 reprendra dans son bilan les éléments d'actifs de Victor, en distinguant leur coût d'entrée et les amortissements et provisions pour dépréciation à la date de réalisation effective de l'opération. Les dotations aux amortissements seront calculées à partir de la valeur d'origine qu'avaient ces biens dans les écritures comptables de Victor.
 - (iv) En outre, NF2 et Victor s'engagent à joindre à leurs déclarations de résultats françaises au titre de l'exercice du transfert, et, le cas échéant, en ce qui concerne NF2, des exercices ultérieurs, tout état de suivi des plus-values en sursis d'imposition conformément à l'article 54 septies I et à l'article 38 quindecies I et II de l'annexe III au CGI ainsi qu'à tenir le registre spécial de suivi des plus-values sur les éléments d'actifs non amortissables donnant lieu à report d'imposition prévu par l'article 54 septies II du CGI.
- (b) Droit d'enregistrement
- (i) La présente Fusion sera enregistrée auprès du service des impôts des entreprises compétent.
 - (ii) En application de l'article 817 du CGI, aucun droit d'enregistrement ne sera dû lors de la réalisation de la formalité d'enregistrement.

3. DROITS PARTICULIERS

NF2 et Victor n'ont émis aucun droit de souscription tel que mentionné aux sections 11-1, 11-10 ou 11-12 de la loi norvégienne sur les sociétés à responsabilité limitée et à l'article 1021-1 (2) 6° de la Loi de 1915. N'ayant pas d'associés ayant des droits spéciaux ni de porteurs de titres autres que des actions, aucun droit et aucune mesure spéciale ne sont proposés en faveur de tels bénéficiaires.

Aucun expert indépendant, membre des organes de contrôle ou de surveillance, membre du conseil d'administration ou directeur général ou décideurs similaires ne bénéficiera de droits ou d'avantages particuliers (article 1021-1 (2) 7° de la Loi de 1915) dans le cadre de la Fusion.

4. COÛTS

NF2 prend en charge les coûts liés à la Fusion.

5. EVALUATION

Conformément à l'article 1021-1 (4) 4° de la Loi de 1915 et à l'article 122 (k) de la Directive, les actifs, les droits et le passif transférés à la Société Absorbante sont évalués à leur valeur comptable et sont évalués sur la base du bilan financier en date du 30 juin 2019 à EUR 18.779.860 (dix-huit millions sept cents soixante-dix-neuf mille huit cents soixante euros).

Victor ne possède ni immeuble ni part d'immeuble.

6. RAPPORT DE FUSION

Les conseils de gérance de Victor et d'administration de NF2 ont rédigé un rapport sur la Fusion conformément à la clause 13-27 de la loi norvégienne sur les sociétés à responsabilité limitée et à l'article 1021-5 de la Loi de 1915. Une copie des rapports, après avoir été paraphée *ne varietur* par le mandataire et le notaire, sera jointe au présent Projet de Fusion et les originaux seront mis à disposition des actionnaires (i) de NF2, au plus tard un mois avant l'approbation du Projet de Fusion par l'assemblée générale de NF2 et (ii) de Victor au siège social, pendant au moins un mois après la publication de ce Projet de Fusion au Recueil Electronique des Sociétés et Associations (RESA).

7. COMPTES ET STATUTS

Les statuts, les bilans financiers et les rapports annuels des trois derniers exercices financiers ainsi que les rapports du commissaire pour les années financières 2017 et 2018 de Victor, paraphés *ne varietur* par le mandataire et le notaire, sont joints au présent Plan de Fusion. Le rapport du commissaire pour Victor pour l'exercice financier 2016 n'est pas joint au présent Plan de Fusion du fait que Victor n'a pas fait l'objet d'un audit indépendant cette année-là et que le rapport du commissaire a été diffusé de manière restreinte.

NF2 a été constituée en mars 2019 et n'a donc pas préparé de comptes annuels ni de rapports annuels. Les statuts actuels de NF2, paraphés *ne varietur* par le mandataire et le notaire, sont joints à ce Projet de Fusion.

Comme NF2 n'a pas établi de rapport annuel, les conditions de la Fusion sont déterminées sur la base des bilans financiers de NF2 et de Victor datés au 30 juin 2019.

Les statuts de NF2 postérieurs à la Fusion, signés *ne varietur* par le mandataire et le notaire, sont également joints à ce Projet de Fusion. Le bilan financier de NF2 au 30 juin 2019, paraphé *ne varietur* par le mandataire et le notaire, restera annexé à ce Projet de Fusion.

8. EMPLOYÉS

Ni NF2 ni Victor n'ont d'employés.

9. CRÉANCIERS

Ce Projet de Fusion sera publié (i) dans le registre du commerce norvégien à l'issue duquel les créanciers de NF2 disposeront d'un délai de 6 (six) semaines pour s'opposer à la Fusion (un créancier ayant une créance incontestable et exigible qui fait opposition devant le conseil d'administration de NF2 dans le délai qui lui est imparti a droit à un paiement avant que la Fusion puisse être réalisée, les autres créanciers peuvent exiger une garantie adéquate si la fusion réduit les chances des créanciers de recevoir le paiement) et (ii) au RESA, après quoi un délai d' 1(un) mois doit être observé avant la délivrance par un notaire luxembourgeois d'un certificat notarié confirmant le respect de toutes les formalités préalables requises au Grand-Duché de Luxembourg pour que la Fusion puisse avoir lieu (le **Certificat**). Conformément aux dispositions de l'article 1021-9 de la Loi de 1915, les créanciers de Victor dont les dettes (échues ou non) sont antérieures à la date du certificat, peuvent demander au juge de leur octroyer une garantie pour ces dettes, lorsque la Fusion rendrait nécessaire une telle protection. La requête est présentée au juge présidant la chambre du Tribunal d'Arrondissement siégeant en matière commerciale dans le ressort duquel se trouve le siège social de Victor. Le président du tribunal siège comme en référé. La demande doit être introduite dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la publication du Projet de Fusion dans le RESA.

Les créanciers de NF2 et de Victor peuvent librement demander des informations complémentaires aux adresses des sièges sociaux respectives des Sociétés Fusionnantes, comme indiquées dans le préambule du présent Projet de Fusion.

DECLARATION

En accord avec les dispositions de l'article 1021-12 (2) de la Loi de 1915, le notaire soussigné certifie par la présente l'existence et la légalité du présent Projet de Fusion.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

L'acte ayant été lu au mandataire des parties comparantes, connu du notaire par nom, prénom et résidence, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

SUIT LA TRADUCTION NORVEGIENNE DU TEXTE QUI PRECEDE :

I året totusen og nitten, den tyvende dagen i september, foran Maître **Henri HELLINCKX**, notaren i Luxemburg by, Grand Duchy av Luxembourg, fremstilte følgende parter seg:

- (1) **NRBE France 2 AS**, et norsk aksjeselskap (*aksjeselskap*) inkorporert og eksisterende under Norges lover, med registrert adresse Bankplassen 2, 0151 Oslo, Norge og som er registrert i Foretaksregisteret, Brønnøysund, og med registreringsnummer 922 700 672 (det **Overtakende Selskap** eller **NF2**),

representert av Allen & Overy, et *société en commandite simple*, registrert på liste V av Luxembourg's advokatforening, som selv var representert av Clément BESOMBES med forretningsadresse 33 John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy av Luxemburg, som handler i hans kapasitet som fullmektig for det Overtakende Selskap i henhold til en beslutning fra styret i det Overtakende Selskap datert 20. september 2019, som er vedlagt dette dokumentet i kopi form;

OG

- (2) NBIM Victor S.à r.l., et selskap med begrenset ansvar (*société à responsabilité limitée*) inkorporert og eksisterende under lovene av Grand Duchy av Luxemburg og registrert adresse 40, avenue de Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy av Luxemburg og registrert i Luxemburgs handel og selskapsregister (*Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg*) (RCS), og med registreringsnummer B 195937 (det Overdragende Selskap eller Victor),

representert av Allen & Overy, et *société en commandite simple*, registrert på liste V av Luxembourg's advokatforening, som selv var representert av Clément BESOMBES (som over), som handler i hans kapasitet som fullmektig for det Overdragende Selskap i henhold til en beslutning fra styret i det Overdragende Selskap datert 16. september 2019, som er vedlagt dette dokumentet i kopi form;

Det Overtakende Selskap og det Overdragende Selskap er heretter samlet omtalt som de Fusjonerende Selskapene, hver for seg et Fusjonerende Selskap.

Fullmaktene, etter å ha signert *ne varietur* av fullmektigene til det Overtakende Selskap og det Overdragende selskap, og av notaren, skal forbli vedlagt til dette dokument for registreringsformål.

ETTERSOM:

- (A) De Fusjonerende Selskapene har besluttet å starte en forenklet fusjonsprosess, hvor det Overtakende Selskapet er tenkt fusjonert med det Overdragende Selskapet gjennom en absorbering av sistnevnte, og det Overtakende Selskapet er, på tidspunktet for vedtakelsen av Fusjonsplanen (som definert nedenfor), eneaksjonær i det Overdragende Selskapet (Fusjonen), i samsvar med bestemmelsene 1023-1 og 1023-2 av loven av 10. august 1915 om næringsdrivende selskaper, som senere endret (1915 Loven).
- (B) De Fusjonerende Selskaper har derfor bedt notaren, som fremkommer nedenfor ved sin signatur, til å antegne vilkårene i den følgende fusjonsplanen (Fusjonsplanen) inngått mellom dem for formålet av å gjennomføre Fusjonen i henhold til vilkårene som er avtalt i Fusjonsplanen og i samsvar med bestemmelsene 1021-1 flg. i 1915 Loven.

1. KORT OM PARTENE OG BEGRUNNELSEN FOR FUSJONEN

NF2 er et norsk aksjeselskap. Victor er et luxembourgsk selskap med begrenset ansvar (*société à responsabilité limitée*).

NF2 eier samtlige aksjer i Victor.

Begrunnelsen for forslaget om Fusjonen er at hovedstyret i Norges Bank har besluttet å implementere en restrukturering av Statens Pensjonsfond Utlands unoterte eiendomsinvesteringer slik at disse kan eies direkte gjennom NF2. Ved Fusjonen vil investeringene som er holdt av Victor overføres til NF2.

2. GJENNOMFØRING AV FUSJONEN

2.1 Selskapsrettslig gjennomføring

Fusjonen gjennomføres med hjemmel i allmennaksjeloven § 13-36, jf. aksjeloven § 13-25, og med hjemmel i artikkel 1021-3 følgende (særlig artikkel 1023-1 til 1023-3) i 1915 Loven og det europeiske direktivet Directive 2017/1132 fra det Europeiske Parlamentet og Europarådet datert 14. juni 2017 vedrørende enkelte selskapsrettslige aspekter (Direktivet).

Ved Fusjonens ikrafttredelse vil NF2 overta Victors eiendeler, rettigheter og forpliktelser som helhet uten at det ytes noe vederlag for dette. Samtidig oppløses Victor uten likvidasjon.

2.2 Regnskapsrettslig gjennomføring

Regnskapsmessig gjennomføres Fusjonen etter reglene om kontinuitet i NRS 9 Fusjon punkt 6. Eiendeler og gjeld i Victor skal således videreføres i NF2 med de verdier som er benyttet i regnskapet til NF2 i samsvar med de generelle og spesielle vurderingsregler som følger av regnskapsloven og god regnskapskikk. De balanseførte verdier hensyntar kjent informasjon ved styrenes signering av Fusjonsplanen.

2.3 Virkningstidspunkt

Fra og med datoen Fusjonen er registrert som gjennomført i det norske foretaksregisteret anses transaksjoner i Victor regnskapsmessig foretatt for regningen til NF2, jf. allmennaksjeloven § 13-26 (2) nr. 6. og artikkel 1021-1(2)5^o i 1915 Loven.

Selskapsrettslig trer Fusjonen i kraft og vil bli ansett å være effektiv mellom de Fusjonerende Selskapene på det tidspunkt den er registrert gjennomført i Foretaksregisteret, jf. allmennaksjeloven § 13-33 (2). På dette tidspunktet er:

- (a) Victor oppløst;
- (b) Victors eiendeler, rettigheter og forpliktelser overført til NF2; og

- (c) NF2 vil beholde selskapsform, selskapsnavn, registrert adresse og dets vedtekter etter gjennomføring av Fusjonen som, etter å ha blitt påført «ne varietur» og parafert av fullmektigen og notaren, vil være vedlagt Fusjonsplanen.

En grenseoverskridende fusjon mellom Victor og NF2 med NF2 som overtakende selskap vil ikke ha negative skattemessige konsekvenser for NF2.

2.4 Skatterettslige krav i Frankrike

(a) Selskapsskatt (CIT)

- (i) Fusjonen kvalifiserer som en fusjon som definert i artikkel 210 0-A i den franske skatteloven (FTC). Følgelig er Fusjonen kvalifisert for det gunstige CIT-regimet som følger av artiklene 210 A i FTC.
- (ii) For det formål påtar NF2, det Overtakende Selskapet, som vil motta eiendeler og forpliktelser overført av Victor, det Overdragende Selskapet, seg særlig følgende forpliktelser:
 - (A) å registrere som forpliktelser Victor's eventuelle avsetninger for utsatt skatt, i tillegg til spesifikke avsetninger vedrørende langsiktige kapitalgevinster som tidligere var belastet med fransk selskapsskatt med en sats på 10 %, 15 %, 18 %, 19 % eller 25 % samt reserven som ble registrert etter bestemmelsene for prissvingninger i samsvar med 6. ledd i artikkel 39-1, 5 i FTC;
 - (B) å overta forpliktelser som følge av utsatt skatt som har oppstått i Victor;
 - (C) å beregne kapitalgevinster som følge av påfølgende overføring av ikke-avskrivbare anleggsmidler overført av Victor, på grunnlag av Victors bokførte skatteposisjoner (i henhold til Franske skatteregler);
 - (D) å tilbakeføre fransk skattepliktig inntekt, i samsvar med vilkårene gitt i artikkel 210 A-3-d i FTC, eventuelle kapitalgevinster som oppstår ved overføring av eventuelle avskrivbare eiendeler fra Victor. Denne forpliktelsen inkluderer forpliktelsen fra NF2, i samsvar med bestemmelsene i tredje ledd i artikkel 210 A for umiddelbart å skattlegge en andel av kapitalgevinsten som ennå ikke er tilbakeført dersom eiendelene selges;
 - (E) å registrere alle andre eiendeler enn anleggsmidler i balansen til de skattemessige verdier som var oppført

i regnskapsoppgavene til Victor i henhold til FTC § 210 A-3. Hvis dette vilkåret ikke oppfylles, skal NF2 inntektsføre Fransk gevinst som oppstår ved forskjell mellom den nyoppførte verdien i regnskapet og Victors skattemessig verdi i Frankrike.

- (iii) For å oppfylle kravene til kontinuitet i Frankrike som gjelder transaksjoner som er gjennomført til netto bokført verdi for regnskapsformål, skal NF2 videreføre de samme bokførte verdiene fra Victors balanse, ved å skille bruttoverdien av overførte eiendeler og amortisering / avskrivning og avsetninger for verdifall på tidspunktet for fusjonstidspunktet. NF2 fortsetter å beregne avskrivnings- / amortiseringskostnader for disse eiendelene på grunnlag av opprinnelig kostpris i Victors balanse.
 - (iv) NF2 og Victor skal i den franske skattemeldingen for det regnskapsåret Fusjonen gjennomføres (hvis dette foreligger), og for NF2, i påfølgende inntektsår levere et vedlegg som viser kapitalgevinstene som gir grunnlag for utsatt skatt i samsvar med avsnitt 54 syvende ledd I og 38 femtende ledd I og II i vedlegg 3 til FTC. NF2 skal også oppbevare hovedboken i medhold av artikkel 54 syvende ledd II i FTC.
- (b) Transaksjonsskatter
- (i) Fusjonen vil bli registrert hos franske skattemyndigheter.
 - (ii) I henhold til vilkårene gitt i artikkel 817 i FTC, vil registreringen ikke utløse transaksjonsskatt.

3. SÆRLIGE RETTIGHETER

NF2 og Victor har ikke utstedt tegningsretter som nevnt i aksjeloven § 11-1, § 11-10 eller § 11-12 og artikkel 1021-1(2)6° i 1915 Loven. Fordi det ikke fins aksjonærer med særskilte rettigheter er det ikke foreslått noen tiltak til fordel for slike rettighetshavere.

Ingen særlige rettigheter eller fordeler tilfaller ved Fusjonen uavhengige sakkyndige, medlemmer av selskapets kontroll- eller tilsynsorganer, medlemmer av styret, daglig leder eller tilsvarende beslutningstakere (artikkel 1021-1(2)7° i 1915 Loven).

4. OMKOSTNINGER

Omkostningene ved Fusjonen dekkes av NF2.

5. VERDIVURDERING

I henhold til artikkel 1021-1(4)4° i 1915 Loven og artikkel 122(k) av Direktivet er den samlede regnskapsmessige verdi av virksomheten som overføres til det

Overtakende Selskapet verdsatt til regnskapsmessig verdi basert på balanseverdier per 30. juni 2019, med EUR 18 779 860 (atten millioner syv hundre og syttini tusen åtte hundre og seksti euro).

Victor eier ikke eiendom direkte.

6. RAPPORT OM FUSJONEN

Både styret i Victor og NF2 har utarbeidet en rapport om fusjonen i samsvar med allmennaksjeloven § 13-27 og artikkel 1021-05 i 1915 Loven. Kopi av rapportene vil, etter å ha blitt påført «ne varietur» og parafert av fullmektigen og notaren, bli vedlagt denne Fusjonsplanen og originaler skal gjøres tilgjengelig for aksjeeierne (i) i NF2, senest én måned før generalforsamlingen godkjenner Fusjonsplanen og (ii) i Victor, senest én måned etter publisering av Fusjonsplanen i Luxembourg official gazette (*Recueil Electronique des Sociétés et Associations, RESA*).

7. REGNSKAPER OG VEDTEKTER

Victors vedtekter og årsregnskap og årsberetning for de tre siste regnskapsårene, inkludert revisorberetning for årene 2017 og 2018 vil, etter å ha blitt påført «ne varietur» og parafert av fullmektigen og notaren, vedlegges denne Fusjonsplanen. Victors revisorberetning for 2016 er ikke vedlagt Fusjonsplanen som følge av at Victor ikke ble revidert isolert for det året, og den aktuelle revisorberetningen ble utstedt med begrensninger i hvem som kunne benytte den.

NF2 ble stiftet i mars 2019 og har ikke utarbeidet årsregnskap eller årsberetning. Gjeldende vedtekter for NF2 vil, etter å ha blitt påført «ne varietur» og parafert av fullmektigen og notaren, vedlegges denne Fusjonsplanen.

Som følge av at NF2 ikke har utarbeidet årsregnskap er vilkårene for Fusjonen fastsatt på basis av Victors årsregnskap per 2018 og NF2s balanse per 30. juni 2019.

Vedtekter for NF2 etter Fusjonen vil, etter å ha blitt påført initialer «ne varietur» og parafert av fullmektigen og notaren, vedlegges denne Fusjonsplanen. NF2s balanse per 30. juni 2019 skal være vedlagt dette dokumentet etter å ha blitt påført initialer «ne varietur» og parafert av fullmektigen og notaren.

8. FORHOLDET TIL DE ANSATTE

Verken NF2 eller Victor har noen ansatte.

9. BETYDNING FOR KREDITORENE

Fusjonsplanen skal publiseres (i) i det norske foretaksregisteret, som vil starte en 6 (seks) ukers lang kreditorperiode hvor kreditorene i NF2 kan protestere mot gjennomføringen av Fusjonen (en kreditor med en uomtvistet og forfalt fordring som protesterer til styret i NF2 innenfor kreditorperioden kan kreve oppgjør av fordringen før Fusjonen kan gjennomføres, andre kreditorer kan kreve at det stilles betryggende sikkerhet hvis fusjonen forringer kreditors mulighet til å få dekket fordringen) og (ii) i RESA hvorefter 1 (én måneds ventetid må overholdes før en notarialbekreftelse som bekrefter overholdelse av alle forutsatte formaliteter i

Grand Duchy av Luxembourg for Fusjonen utstedes av en Luxembourg notar (Sertifikatet). I henhold til artikkel 1021-9 av 1915 Loven kan kreditorer i Victor, som har fordringer (enten de har forfalt eller ikke) som eksisterer før datoen for Sertifikatet, be en dommer om å innvilge sikkerhet for oppfyllelsen av disse fordringene i fall Fusjonen gjør at slik sikkerhetstillegg er nødvendig. En slik henvendelse skal gjøres til en dommer i kammeret for kommersielle forhold (*Tribunal d'Arrondissement siégeant en matière commerciale*) i den tingretten hvis jurisdiksjon omfatter distriktet hvor Victors kontorer er lokalisert. Presidenten i tingretten skal overse saken ihht reglene om forenklet saksgang. Henvendelsen må ha blitt mottatt av tingretten innen 2 (to) måneder etter publiseringen av Fusjonsplanen i RESA.

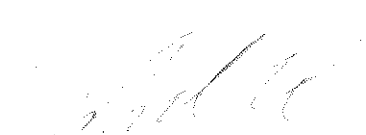
Kreditorer i både NF2 og Victor kan be om mer informasjon ved å henvende seg til de respektive registrerte adressene til de Fusjonerende Selskapene, som nevnt i innledningen av denne Fusjonsplanen.

ERKLÆRING

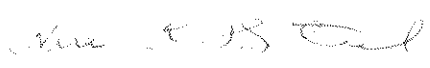
I samsvar med reglene i Artikkel 1021-12(2) i 1915 Loven, bekrefter undertegnende notar eksistensen og lovligheten av Fusjonsplanen.

Dokumentet er godkjent i Luxembourg på den dato som fremkommer i begynnelsen av dokumentet.

Dokumentet er lest opp for fullmektigen til partene, kjent for notaren ved sitt etternavn, fornavn, adresse og fullmektigen har undertegnet sammen med notaren.


Lars O. Dahl
Director


RONAIN JEBER
DIRECTOR


Nina Hammerstad
Manager

